

Remettre en lumière notre ancrage international »

- Le Premier ministre belge s'est immergé pendant une semaine dans le temple du multilatéralisme.
- Il tire le bilan de l'exercice, conduit pour la première fois en tant que chef du gouvernement.
- Entretien exclusif à New York.

ENTRETIEN
NEW YORK
DE NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL

Une semaine à New York loin du marigot belge ! S'il ne renie pas d'un iota son plaisir à « mettre la Belgique en ordre », à engager le pays sur la voie des « réformes », c'est un Charles Michel visiblement comblé par la plongée dans les « questions internationales » que nous rencontrons ce vendredi matin. Pour un bilan de son (long) séjour aux Nations unies, lors d'un entretien exclusif accordé au *Soir* à New York. Un Charles Michel toujours aussi zen sur la solidité de son attelage gouvernemental quand on lui fait remarquer qu'il vient de passer une semaine... sans la N-VA, mais qui réservera ses commentaires sur la politique intérieure à d'autres interviews.

« Nous sommes tellement dépendants, par notre situation géographique, notre histoire, notre ouverture économique, de ce qui se passe dans le reste du monde - en bien ou en mal ! », souligne le Premier ministre. Rencontre avec un chef de gouvernement encore émerveillé, comme un gamin au pied du sapin, par l'époustouflante prestation de Stromaë au Madison Square Garden...

Vous avez déjà participé à trois reprises à l'Assemblée générale de l'ONU, mais au titre de ministre de la Coopération. Cette fois, c'est en tant que chef de gouvernement : on accède à d'autres contacts, notamment avec le président Obama. Votre impression ?
C'est vrai que, comme Premier ministre, on a un autre poids politique dans les réunions, les contacts bilatéraux, et on a accès à d'autres niveaux de responsabilité. J'étais ici à New York pleinement convaincu qu'on a des choses à défendre, nous les Belges, dans le concert international. Nous sommes un petit pays, au cœur de l'Europe, mais avec un passé sur le plan diplomatique qui nous donne une grande crédibilité. Je veux être

à la hauteur de ce passé et remettre en lumière notre ancrage international. La Belgique est un pays qui a besoin de cet ancrage : deux tiers de notre prospérité vient de nos exportations. Quand on apparaît comme étant crédibles, stables sur

le plan politique, que l'on entreprend des réformes économiques et sociales nécessaires et que l'on apparaît comme un partenaire loyal et fiable pour des opérations dans des coalitions internationales, cela nous donne une grande crédibilité et une grande force sur les différents dossiers.

En même temps, vous avez coupé dans notre réseau diplomatique... Nous avons un des meilleurs réseaux diplomatiques, eu égard à la dimension de notre pays. Je veux tout mettre en œuvre pour consolider cette qualité. Et pour ce faire, avec le ministre des Affaires étrangères, nous avons fait des choix. Le monde a changé.

L'Union européenne, par exemple, occupe une place de plus en plus importante sur les sujets internationaux et je m'en réjouis. La haute représentante Federica Mogherini fait un travail de qualité. C'est donc normal que l'on adapte notre réseau à cette réalité. De même, on peut faire des choses ensemble avec le Benelux. On a donc rationalisé pour être plus forts là où, en tant que Belges, on a une valeur ajoutée.

Et Obama, donc ?

J'ai eu une conversation brève, mais un contact assez chaleureux, détendu, et aussi très positif sur la bonne relation avec la Belgique. Nous avons réaffirmé que nous voulons consolider ce partenariat, parce que nous sommes des pays alliés, amis. Et sur nombre de su-

jets, nous avons des intérêts communs. Je pense à la situation sécuritaire, où la bonne coopération contre le terrorisme est un élément clé pour favoriser l'échange de renseignements, s'agissant par exemple des « combattants étrangers ». Ce n'est pas anodin que j'ai été l'un des quelques orateurs à qui l'on a demandé de s'exprimer sur les questions de sécurité et de terrorisme, et plus particulièrement sur ces foreign fighters.

A propos de solidarité transatlantique, certains présentent le TTIP, le traité de commerce et d'investissement négocié entre l'UE et les Etats-Unis, comme un ciment de cette coopération. Mais beaucoup, en Europe, s'inquiètent des dérives potentielles, d'une « américanisation » encore plus importante de notre « European way of life ». Vous comprenez ces inquiétudes ?
Je comprends toujours les inquiétudes et je respecte toujours les interrogations...

Et vous les partagez ?

Non. Je comprends les arguments rationnels mais pas les contre-vérités, les slogans simplistes qui sont lancés dans le débat. Je rappelle que c'est le précédent gouvernement qui a donné le mandat de négociation pour le TTIP, avec un consensus très large entre des partis de gauche, de centre et de droite, en faveur de ces négociations. Rien n'a changé depuis lors, on n'a pas changé le mandat de négociation. La seule chose qui a changé, c'est qu'il y a plus de transparence. Le TTIP, c'est l'ouverture d'un marché gigantesque, spécialement pour les PME, un potentiel de croissance supplémentaire, dont on a besoin en Europe.

Et Vladimir Poutine, qui d'une certaine manière a tenu la vedette cette semaine à l'ONU ?

Je ne l'ai pas rencontré. Je me suis retrouvé à table près de lui mais nous n'avons pas eu d'échange. Par contre, j'ai rencontré brièvement son ministre des Affaires étrangères Sergueï Lavrov. Je suis totalement convaincu, que le monde a tout à gagner d'un dialogue politique avec la Russie, tant pour l'Europe que pour les Etats-Unis. Parce que c'est par le dialogue et la négociation, par une compréhension mutuelle, que l'on peut progresser vers des accords, et donc élever le niveau de sécurité du monde. Même si sur plusieurs sujets, il y a des différends impor-

nants. C'est le cas sur l'Ukraine, par exemple, mais nous essayons de négocier, et nous avons réussi à faire valider les accords de Minsk qui sont largement implémentés, alors qu'au moment de leur signature, beaucoup, moi compris, étaient pessimistes et pensaient que cela resterait une feuille de papier. La Russie, comme l'Afrique, c'est le voisinage immédiat de l'Europe !

A l'Assemblée générale, la Belgique est dans la cour des grands, dans une organisation où prévaut le principe « un pays, une voix ». Mais vous prenez la parole au troisième jour, entre Malte et le Liban... Ce principe, c'est de la façade ?

L'ordre de passage, c'est assez secondaire. Et, pour l'anecdote, l'an dernier, la Belgique est passée un vendredi soir... Sérieusement, ce qui me frappe, c'est que nous sommes pris au sérieux, parce que nous sommes un partenaire fiable, loyal, parce que nous avons pro-

duit des personnalités dans l'histoire ! Même aux Nations unies, avec le premier président de l'Assemblée générale, Paul-Henri Spaak ! Nous avons sans doute une tournure d'esprit, en Belgique, une compréhension que le dialogue patient, la créativité, l'ingéniosité, c'est souvent le chemin pour trouver un accord – même quand on croyait que c'était impossible.

Et la Belgique était en campagne ici, pour décrocher des postes...

J'ai officiellement annoncé à Ban Ki-moon (le secrétaire général de l'ONU, NDLR) que nous avons le souhait de siéger en Conseil de sécurité en 2019-2020.

Au terme de la semaine, que reprenez-vous du grand « machin », comme disait de Gaulle : on a progressé ? Reculé ?

J'ai toujours été un admirateur du général de Gaulle, j'ai beaucoup de fascination pour sa vision, sa combativité. Mais je ne partage pas du tout son raisonnement sur son « grand machin ». Le monde a besoin de plus de multilatéralisme, de plus de capacité à relever les défis ensemble, qui sont de plus en plus interconnectés, avec l'explosion des nouvelles technologies, avec les enjeux climatiques, avec

les phénomènes migratoires liés aux conflits ou aux changements climatiques, avec la pauvreté qui reste un enjeu crucial. On a donc besoin de plus travailler ensemble. Et à côté de ce monde interconnecté, on a besoin de défendre les valeurs universelles. Que l'on peut faire progresser dans un espace comme celui-ci...

Les atrocités syriennes n'ont-elles pas éclipsé les autres sujets ? Les réfugiés ? L'Ukraine ?

C'est une réalité, au niveau national aussi. On parle beaucoup de quelque chose qui ne va pas très bien, on parle moins de quelque chose qui va bien. Et si, sur l'Ukraine, ça va mieux, on en parle moins... Mais avec mon collègue (néerlandais) Mark Rutte, notamment, on a mis systématiquement l'Ukraine à l'agenda ; nous avons eu une réunion spéciale sur le vol MH17, avec les cinq pays directement concernés : nous voulons la justice, et la vérité pour les familles et les victimes.

Avant l'AG, il y a eu le sommet sur l'adoption de nouveaux « Objectifs de développement durable ». Au niveau de la Belgique, vous comptez en faire quelque chose ? Concrètement ?

Il appartient à tous les pays de mettre en œuvre ces objectifs et je m'y suis engagé au nom du gouvernement belge. Et pas seulement au niveau fédéral : cela concerne aussi les entités fédérées. Et cela suppose aussi de mobiliser nos moyens de coopération au développement en les orientant dans cette stratégie de développement. Mon intention est d'amener très rapidement ce sujet au comité de concertation, qui rassemble les entités fédérées et le fédéral, afin de déterminer ensemble notre plan d'action.

Avec le saupoudrage des responsabilités, il manque peut-être un « pilote dans l'avion » pour cela ?

Le danger, c'est effectivement de s'enliser dans les études, et puis des études sur les études, et que l'on s'abstienne d'agir. Mais ce n'est pas trop l'ADN de ce gouvernement fédéral, qui prend des décisions, et on le fera sur ce sujet aussi ! ■

Propos recueillis par
PHILIPPE REGNIER

Stromae « La diversité est une richesse ! »

Maintenant que c'est « officiel », on peut vous féliciter pour cette deuxième paternité qui s'annonce ?

Merci, mais je ne vais pas faire de commentaires sur ce sujet, que je souhaite laisser dans ma sphère privée.

Vous comptez prendre un congé

parental ?

Je ne fais pas de commentaires à ce sujet-là...

Alors, autre question « privée » : Stromae ? Touché ?

Impressionné. Très séduit par Stromae depuis ses débuts. C'est un artiste qui ne ressemble à personne d'autre. Il est méticuleux,

talentueux, inventif, et donc pour lui, c'était une consécration, une étape extraordinaire dans son parcours.

Et pour la Belgique, c'est une fierté, puisqu'un Belge, jeune, moderne, talentueux, qui mobilise le Madison Square Garden, c'est exceptionnel. C'est le deuxième chanteur francophone seulement après Aznavour à se produire dans cette salle...

Et un exemple de la diversité, contestée par certains en cette période d'afflux de nouveaux arrivants, non ?

Son parcours personnel est un bel exemple, qui montre que la diversité est une richesse, qui multiplie les opportunités, les échanges, les compréhensions, les regards sur des mondes différents. Dans les classements, ce sont les universités les plus empreintes de diversité qui sont les mieux positionnées. La diversité est une chance !

Ce matin, l'ambassade des Etats-Unis à Bruxelles tweetait abondamment sur le triomphe de Stromae : pour faire passer la pilule de l'incident diplomatique avec la publication de la « carte

blanche » de l'ambassadeur, critiquant la faiblesse des investissements belges dans la défense ?

Je ne parle pas d'incident diplomatique. Mais je répète que c'était une maladresse pour un ambassadeur, qui a tous les canaux ouverts pour délivrer des messages aux ministres concernés.

Et il y a des contacts très réguliers. Sur le fond, l'ambassadeur est très bien informé sur le travail que nous avons entamé il y a quelques mois pour mettre nos budgets en ordre, pour libérer des moyens pour investir dans la défense, notamment pour l'aviation. La décision a été prise par ce gouvernement.

Quatre membres du gouvernement fédéral pendant une semaine à New York : justifié ? Justifiable ?

Je corrige : ce n'était pas à quatre pendant une semaine, et il y avait deux sommets, sur les Objectifs et

l'Assemblée générale. Pour le premier, fort logiquement, les deux ministres directement concernés – Marie-Christine Marghem et Alexander De Croo – étaient présents pour deux, trois jours. Et le ministre des Affaires étrangères et moi-même, c'est assez naturel, nous avons été présents pour les deux sommets. Et vous avez vu dans notre programme que les journées étaient bien remplies...

Vous avez réussi à « tenir » vos troupes à la maison ?

(Sourire) Oui, vous avez vu que tout s'est bien passé ! Heureusement que nous sommes à une époque où les SMS et les e-mails nous permettent d'être connectés en permanence avec les équipes à Bruxelles. On a même tenu jeudi un conseil des ministres électronique. Nous sommes sur tous les fronts ! ■

Propos recueillis par
Ph. R.

Syrie « Peut-être un pas dans le bon sens »

La semaine a été dominée par la Syrie, où la situation va de mal en pis... Le monde devient peut-être plus multipolaire, mais est-il moins dangereux ?

Je ne suis pas aussi pessimiste. Oui, la situation est délicate. Complexe. Mais pour la première fois depuis longtemps, un dialogue politique a redémarré, entre Etats-Unis, Europe, Russie, Iran. Je pense qu'un pas a été franchi : de moins en moins de monde peut contester que l'on ne s'en sortira en Syrie que si on traite en parallèle les deux problèmes : Daesh et Bachar el-Assad. On doit forcer une transition vers des élections libres et crédibles et on doit éradiquer Daesh, ce que l'on va peut-être faire dans une coalition, où l'on se répartit la part d'efforts. On n'y est pas encore, mais un pas a été franchi.

Vous ne croyez pas que les Russes ont un autre agenda : maintenir le régime avec Bachar el-Assad à sa tête ?

Chaque pays a son propre agenda. C'est normal. Mais pour arriver à une solution, il faut trouver le chemin du compromis, et que personne ne perde la face. L'Assemblée générale de l'ONU, c'est aussi le moment pour chacun de bien mesurer quel est le point de vue de l'autre. Et l'occasion de bien comprendre qu'il y a une forte conviction, dans tous les pays, que quelqu'un qui a massacré son peuple comme Bachar el-Assad, n'a pas vocation à rester éternellement à la tête de la Syrie.

Mais il y a aussi la question de la séquence.

C'est précisément l'objet de la discussion. Mais, au départ de ce premier entretien entre Barack

Obama et Vladimir Poutine, l'engagement a été pris de poursuivre les discussions avec les équipes diplomatiques respectives.

Donc votre optimisme prudent ne vous fait pas rejoindre les rangs de ceux qui ont déjà agité le spectre d'une possible... troisième guerre mondiale ?

Je suis lucide. La situation est délicate. Cela reste fragile, rien n'est acquis, mais on a peut-être fait un pas dans le bon sens. ■

Propos recueillis par
Ph.R.